



4 RÉSEAUX FÉMININS SE MOBILISENT POUR

UNE NOUVELLE ACTION PUBLIQUE EN FAVEUR DE LA PARITÉ : PAS DE FEMMES, PAS DE DÉBAT !

Les compétences des femmes ne soulèvent plus de questions, jusqu'aux plus hautes sphères des institutions publiques comme des entreprises privées.

Pourtant, force est de constater que nombre de débats lors de forums, colloques et séminaires continuent à être menés avec une majorité d'hommes, voire sans femmes.

Quelle légitimité pour des débats excluant la moitié de la population ?

Quelle crédibilité pour une assemblée qui ne reflète pas la réalité du monde ?

Quel exemple pour les jeunes femmes et jeunes hommes qui se préparent à entrer dans la vie professionnelle ?

L'action publique en faveur de la parité doit renforcer son efficacité en opposant un refus de participation de représentants du secteur public aux événements dans lesquels les femmes ne sont pas ou peu représentées parmi les intervenants. De même, les financements publics associés le cas échéant à ces événements pourraient être conditionnés à cette représentation paritaire.

L'égalité entre les femmes et les hommes a été déclarée grande cause nationale du quinquennat, nous proposons au Président de la République de mettre en place cette nouvelle action en faveur de plus d'équité, d'équilibre et de parité.

La vertu de l'exemplarité n'est plus à démontrer : il est indispensable que la sphère publique se mobilise davantage pour démontrer son engagement !



Agnès Bricard,
présidente de Business &
Professional Women
(BPW France)

Nathalie Pilhes,
présidente d'Administration
Moderne

Agnès Arcier,
présidente de Fédération
Femmes Administrateurs
(FFA)

Financi'Elles
Delphine Maisonneuve,
Agnès Tran-Pommel,
co-présidentes